



BERLIN ECO

BRÈVES ÉCONOMIQUES D'ALLEMAGNE

UNE PUBLICATION DU SERVICE ÉCONOMIQUE REGIONAL

DE BERLIN

N° 9 – 5 mai 2022

Sommaire

Actualité économique :

- Environnement macro-économique : inflation / commerce de détail / prix à l'importation / prévisions / patrimoine
- Politique budgétaire : programme de stabilité
- Politiques sociales : chômage / immigration / coût salarial

Actualité financière :

- Régulation financière : fonds de garantie / emprunts AT1 / CMDI
- Banques et assurances : Deutsche Bank / Schufa / Allianz

ACTUALITE ECONOMIQUE

Environnement macroéconomique

Selon des données provisoires de [Destatis](#), l'**inflation** (IPC) a atteint +7,2 % en avril 2023 en glissement annuel, après + 7,4 % et + 8,7 % respectivement en mars et février. Elle est principalement tirée par l'inflation alimentaire (+17,2 %). En revanche, l'inflation énergétique (+6,8 %) se situe pour le deuxième mois consécutif en-dessous du taux global, en raison de l'effet de base statistique et des freins aux prix de l'énergie.

Selon [Destatis](#), le chiffre d'affaires réel du **commerce de détail**, corrigé des variations saisonnières et calendaires, enregistre en mars une baisse de -2,4 % par rapport à février. En glissement annuel, le chiffre d'affaires du

commerce de détail alimentaire affiche sa plus forte baisse depuis 1994, à -10,3 %.

D'après [Destatis](#), les **prix à l'importation** en Allemagne ont enregistré en mars une baisse de -3,8 % en glissement annuel. Cette baisse, due au tassement des prix de l'énergie, est la première depuis janvier 2021.

Dans ses prévisions du printemps, le [gouvernement](#) table désormais sur une **croissance** du PIB de +0,4 % en 2023 (contre +0,2 % en janvier). L'**inflation** (IPC) aurait atteint son pic et s'élèverait à +5,9 % en 2023 (+6,0 % en janvier).

Selon une étude de la [Bundesbank](#), le **patrimoine** moyen des Allemands a augmenté de 83 600 € entre 2017 et 2021 pour s'établir à 316 500 €. Les inégalités de patrimoine se seraient par ailleurs

LE CHIFFRE À RETENIR

-10,3 %

Baisse du chiffre d'affaires du commerce de détail alimentaire en glissement annuel en mars, selon Destatis

légèrement réduites entre 2010 et 2021, le coefficient de Gini passant de 76 à 73 %.

Politique budgétaire

Dans son [programme de stabilité](#), le gouvernement table sur un déficit public de -4,25 % du PIB en 2023, puis -1,75 % en 2024, et -0,75 % en 2025 et 2026. La dette publique atteindrait 67,75 % du PIB en 2023, puis 66,5 % en 2024, 66,25 % en 2025 et 65,5 % en 2026. Ces projections se fondent toutefois sur un décaissement intégral des 200 Mrds€ alloués au Fonds de stabilisation de l'économie pour financer notamment les dispositifs de frein aux prix du gaz et de l'électricité. Le gouvernement précise toutefois que le déficit pourrait n'atteindre que 1,25 % du PIB en 2023, faisant l'hypothèse de décaissements effectifs inférieurs à l'enveloppe prévue.

Politiques sociales

Le taux de **chômage** (en définition nationale) est resté stable en avril à 5,6 % (en données cvs). L'emploi a atteint un nouveau record (+0,1 % à 45,9 M en mars, dernière donnée désaisonnalisée publiée ; source : [Agence](#) fédérale du travail).

Selon [Destatis](#), le nombre de ressortissants extra-communautaires immigrant en Allemagne dans le cadre professionnel (pour une durée limitée) a progressé en 2022 de 19 % (à 350 000). Cette hausse sensible de **l'immigration** s'explique notamment par un effet de rattrapage après le ralentissement lié à la pandémie et par l'entrée en vigueur d'une loi facilitant l'immigration des personnes ayant une formation professionnelle (+44 % par rapport à 2021).

En 2022, le **coût salarial** horaire s'élevait à 39,50 € en Allemagne, soit un écart de 30 % par rapport à la moyenne de l'UE à 27 (30,50 € ; France : 40,80 €), avec une différence marquée entre l'industrie (44,0€) et les services (38,0€ ; source : [Destatis](#)).

ACTUALITE FINANCIERE

Régulation financière

La fédération des banques commerciales (*BdB*) qui gère leur fonds de garantie des dépôts a été condamnée par le tribunal régional de Berlin à verser 100 000 € plus intérêts à HRE (établissement financier nationalisé en 2009 qui avait déposé 75 M€ auprès de la banque Greensill mise en liquidation il y a deux ans, cf. BE n°10/2021). Cette décision en première instance ne permet pas à HRE de récupérer l'intégralité de ses dépôts. Le tribunal considère HRE non pas comme un établissement financier mais comme une société de gestion de patrimoine pour laquelle les statuts du **fonds facultatif de garantie des dépôts** ne prévoient pas de droit systématique à indemnisation.

La fédération des banques mutualistes (*BVR*) a rédigé une circulaire interne, avec prise d'effet le 1^{er} juillet 2023, relative aux **emprunts AT1**. Elle définit les investisseurs potentiels externes ainsi que les obligations d'information sur l'instrument AT1. Tous les établissements de crédits membres du système de protection institutionnel (*IPS*) y seront soumis afin d'écarter tout risque d'aléa moral.

La fédération des banques mutualistes (*BVR*) ainsi que celle des caisses d'épargne (*DSGV*) ont publié avec leurs homologues autrichien, italien, polonais et espagnol une [déclaration](#) adressée à la Commission européenne dans laquelle elles critiquent sa proposition relative au cadre de la gestion des crises bancaires et de l'assurance des dépôts (**CMDI**) sur deux points : (i) les mesures prises par les IPS doivent continuer à avoir priorité absolue sur les mesures prises par les autorités de résolution ; (ii) les mesures préventives que les IPS peuvent prendre dans le cadre de la directive sur la garantie des dépôts ne doivent pas être modifiées.

Banques et assurances

Deutsche Bank enregistre, au 1^{er} trimestre 2023, avec [1,9 Mrd€](#), son meilleur résultat trimestriel depuis le 1^{er} trimestre 2013 (2,4 Mrd€). Sa marge nette d'intérêts a, à elle seule, augmenté d'un cinquième par rapport au 1^{er} trimestre 2022. La banque a lancé des démarches auprès des autorités de supervision pour pouvoir procéder à des rachats d'actions au second semestre 2023.

Elle réduira son directoire de 10 à 9 personnes après le départ fin octobre 2023 de l'un de ses deux vice-présidents, [Karl von Rohr](#), directeur de la banque de détail et de la gestion de fortune et à ce titre président du conseil de surveillance de la filiale DWS. Par ailleurs, Deutsche Bank propose de rembourser avant échéance de la dette subordonnée ([1,5 Mrd\\$](#) et [1 Mrd€](#)) et renforce sa présence au Royaume-Uni avec l'acquisition de [Numis](#), société de courtage et de conseil aux entreprises.

La **Schufa**, l'organisme privé centralisant les **incidents de paiement** rencontrés par les particuliers et les très petites entreprises, a effacé les données afférentes à une procédure de [remise de dettes résiduelles](#) de 250 000 personnes. La Schufa a en effet décidé de réduire de trois ans à six mois la durée de conservation de ce type d'inscriptions, sans attendre les arrêts de la Cour de Justice européenne et de la Cour de Justice allemande.

Allianz annonce un résultat d'exploitation de 14,20 Md€ pour 2022, soit une hausse de 5,7 %

(contre +24,6 % en 2021), et un chiffre d'affaires de 152,70 Mrd€ (+2,8 %). L'assureur versera un dividende de 11,40 €/action (10,80 € en 2022). Lors de [l'assemblée générale](#), le PDG Oliver Bäte a prôné une meilleure préparation aux "risques les plus improbables" (qui potentiellement causeraient d'énormes pertes) et une amélioration de la coopération entre les services informatiques et les services assurantiels.

Copyright

Tous droits de reproduction réservés, sauf autorisation expresse du Service Économique Régional de Berlin.

Clause de non-responsabilité

Le Service Économique Régional s'efforce de diffuser des informations exactes et à jour, et corrigera, dans la mesure du possible, les erreurs qui lui seront signalées. Toutefois, il ne peut en aucun cas être tenu responsable de l'utilisation et de l'interprétation de l'information contenue dans cette publication.

La **direction générale du Trésor** est présente dans plus de 100 pays à travers ses Services économiques.

Pour en savoir plus sur ses missions et ses implantations : www.tresor.economie.gouv.fr/tresor-international